

POUR SUIVRE ET AMPLIFIER LE RASSEMBLEMENT POUR CONCRÉTISER L'ESPOIR

Au nom de la fédération de Seine-Maritime du Parti communiste français, je vous adresse tous mes vœux de bonheur, de santé et de réussite dans vos projets personnels.

Je vous souhaite à tous des vœux de réussite dans nos projets communs, notamment celui de faire gagner en 2007, une nouvelle politique pour notre pays et notre peuple.



Céline Brulin
Secrétaire fédérale
PCF Seine-Maritime

Une politique permettant de vaincre le chômage. Il faut pour cela lutter contre les licenciements, les délocalisations et la précarité ; mobiliser les moyens financiers aujourd'hui gâchés dans des aides inefficaces aux entreprises ; donner des pouvoirs aux salariés et aux élus, pour que l'intérêt général devienne prioritaire sur celui des actionnaires.

Une politique permettant une nouvelle répartition des richesses, notamment une augmentation de tous les salaires, avec le SMIC à 1500 euros. Car si beaucoup se « serrent la ceinture » - et c'est encore plus dur au moment des fêtes - c'est l'opulence pour Mme Bettencourt, notre « concitoyenne seino-marine », qui « gagne » 21 250 € chaque heure - y compris quand elle dort.

Une politique plaçant les secteurs vitaux pour chaque citoyen (l'énergie, le logement, les transports...) sous maîtrise publique, à l'abri des appétits des actionnaires, et au service de la lutte contre la spéculation et la hausse des prix.

Une politique qui se donne les moyens de grandes réformes sociales en prenant l'argent là où il est grâce à une nouvelle fiscalité. Une politique qui dote notre pays de nouvelles institutions, plus démocratiques, et qui ait le courage d'affronter les institutions, européennes et mondiales, pour faire entendre le choix des Français.

Il y a urgence à entrer en campagne autour de cette politique. Pour permettre à ceux qui souffrent des mesures de la droite et du MEDEF, qui veulent les battre et faire gagner leurs exigences, de disposer d'un vote efficace.

Un grand espace existe. Une majorité s'est exprimée dans le non à la constitution européenne ou pour le retrait du CPE. Cela a suscité l'espoir de tous ceux qui aspirent à un autre choix que celui aujourd'hui mis en scène par les médias. Il faut concrétiser cet espoir, poursuivre le rassemblement anti-libéral et le doter, maintenant, d'une candidature à la présidentielle.

C'est ce qui a motivé le vote des communistes, le 20 décembre dernier. A une très large majorité, ils se sont exprimés en faveur de la candidature commune de Marie-George Buffet, choix le plus partagé dans les collectifs locaux, pour porter le rassemblement antilibéral à l'élection présidentielle.

Les citoyens engagés depuis des mois dans des collectifs locaux souhaitent poursuivre et élargir ensemble le rassemblement. Des millions de personnes sont aujourd'hui en attente de vrai changement. Invitons-les à ouvrir, ensemble, une nouvelle voie à gauche.

decembre 2006

N° 36

projets

analyse

démarche

initiatives

communistes

en Seine-Maritime

La lettre
d'information
bimensuelle
des communistes
de la Seine-Maritime
est éditée par
la fédération
du Parti
communiste
français

Parti communiste français

2007, les Assemblées de rentrée des sections du PCF

Dieppe : mardi 9 janvier 18 h salle Paul Eluard, à l'invitation des sections locales du PCFet de l'Association locale des Elus Communistes et républicains de Dieppe et agglomération.

Le Houlme : samedi 13 janvier 19h30 soirée fraternelle avec buffet campagnard et soirée dansante, salle des fêtes du Houlme réservation : 02 3 75 74 59

Maromme/Déville les Rouen/ ND de Bondeville : samedi 3 février, salle Beaumarchais Maromme, soirée festive avec repas fraternel et animation musicale,soirée dansante, réservation au 02 35 75 69 24 ou 06 82 00 80 36, 06 12 57 61 56

Parking hopital Monod du Havre

Une action au long court qui peut être payante !

Depuis 10 mois maintenant le collectif pour la gratuité du parking de l'hôpital, crée et animé par des élus et militants communistes qui rassemble des syndicalistes, des associations etc., ne cesse de mener des actions, 20000 signatures recueillies depuis la création demandant à "Hôpital public, parking gratuit" avec des manifestations et des rassemblements, encore dernièrement au mois de novembre. Dans une lettre ouverte au Directeur du Groupe Hospitalier Havrais, le collectif demande au conseil d'administration de l'hôpital de dénoncer la délégation de service public confiée à la société Q-Park, gestionnaire du parking, ouvrant ainsi la voie pour une sollicitation de financeurs potentiels, notamment l'Etat, susceptible d'y consacrer une dotation spécifique, comme il a pu le faire au bénéfice de l'hôpital de Périgueux confronté à ce même type de problème.

Les usagers de l'établissement public n'ont pas à subir les conséquences de la situation actuelle. La force des actions en cours doit être entendue !



Formation des adhérents : après le succès de la première session fin octobre, une nouvelle semaine de formation est mise en place du 5 au 10 février, ouverte à tous les adhérents et militants, pour s'inscrire : 02 35 07 89 80

Abonnement et diffusion de l'avenir de Seine-Maritime:
Pour soutenir et faire connaître L'Avenir de Seine-Maritime souscrivez un abonnement (voir page 8)
Faites connaître ce journal en nous communiquant les adresses de personnes désirant le recevoir
contact : Avenir de Seine-Maritime, 33 place de l'hôtel de ville, 76000 Rouen

REPÈRES

TOTAL

20 millions d'euros par an détournés de la sécu par Total

Total, bien implanté dans notre département, domicile dans sa filiale suisse environ 400 cadres qui travaillent en France de façon continue, pour échapper au paiement des cotisations sociales, 20 à 22 millions d'euros par an, et ce depuis une bonne vingtaine d'années ! Il n'y a pas de petits profits si on veut en faire 12 milliards par an !

DÉLOCALISATIONS

48 milliards à économiser

c'est la société de conseil H kett qui le dit : les 500 premières sociétés européennes pourront économiser 48 milliards dans les 10 ans à venir en délocalisant 1,3 million d'emplois. A notre avis ces sociétés n'ont pas attendu ces conseils : elles délocalisent déjà, et à toute vapeur !



CONSEIL DÉPARTEMENTAL DU 12 DECEMBRE ST ETIENNE DU ROUVRAY

52 présents
18 intervenants

Après la réunion nationale des collectifs anti-libéraux de ce week-end à St Ouen, le rapport d'introduction de C. Brulin, comme les discussions ont porté sur l'analyse de la situation.

Blocage prévisible dès le départ du processus pour les uns, mascarade pour les autres, ou encore désordre prémédité, le week-end marque une situation nouvelle.

Si la vérification du double consensus a échoué, il n'en reste pas moins la volonté de continuer de travailler à la mise en place d'une alternative réelle pour contrecarrer le bipartisme, numéro de duetiste que nous offrent Sarkozy et Royal sans oublier le Pen qui est en embuscade et qui espère « ramasser » les fruits du mécontentement.

Dans la discussion tout le monde s'accorde à dire que Marie Georges Buffet est objectivement la meilleure personnalité, celle qui répond à tous les critères pour être la candidate du rassemblement antilibéral.

Se pose alors une question :

- doit-on la maintenir comme candidate communiste, du seul parti communiste ? Ce qui nous conduirait à l'échec.
- doit-on au contraire s'appuyer sur le vote, sous ses différentes formes, des collectifs qui la mettent en avant à 55 % (ce qui constitue une surprise pour beaucoup d'entre nous !), qui la légitime en quelque sorte ?
- doit-on retirer la candidature de MGB, en trouver une autre, pas forcément issue du parti pour préserver le rassemblement ?

Une chose est sûre, on ne peut pas retirer ou passer sous silence le vote, sans contrainte, des collectifs : il y a là un consensus, surtout quand, dans le programme adopté en octobre, il est mentionné la mise en place de la démocratie participative.

Retirer la candidature de MGB, ce serait démontrer aux collectifs que leur réflexion pendant 3 mois n'a servi à rien.

Il faut noter que lors de notre Conférence Nationale en octobre, nous avons proposé MGB, comme candidate du rassemblement antilibéral, décision confirmée quelques jours plus tard par le vote à 97 % par les adhérents. Mais la base même de cette décision était fautive.

Les autres organisations, avec lesquelles doit se faire le 2ème consensus, avaient, sans le dire, mis comme préalable que le fait d'être dirigeant de parti n'était pas recevable.

Dès lors, le double consensus n'était plus possible, et nous sommes aujourd'hui dans cette situation.

Comme il est évident que nous devons lier présidentielle et législatives, la posture que nous prendrons par l'élection du 22 avril aura des répercussions évidentes et fortes sur les législatives.

Il ne faut pas opposer démocratie et consensus, et le respect de la démocratie passe par le respect du vote des collectifs.

Le débat entre candidature communiste et candidature du rassemblement est un débat tronqué. Nous l'avons eu lors du congrès. N'oublions pas que le but du rassemblement est de changer les bases de la société.

Des pressions fortes, y compris venant de l'intérieur du parti, s'exercent pour le retrait de MGB.

Pour beaucoup d'intervenants, ce serait suicidaire pour le rassemblement et pour le parti lui-même.

La proposition qui semble se dégager majoritairement du Conseil Départemental de Seine-Maritime serait que Marie-George BUFFET continue à être candidate, qu'elle s'appuie, forte de sa légitimité, sur le vote des collectifs.

Tout doit donc se jouer dans les jours qui viennent pour retravailler autour de la candidature dans les collectifs, mais aussi dans les organisations du parti.

Olivier Christol

L'ensemble des adhérents communistes du département ont eu à s'exprimer par un vote le mercredi 20 décembre sur ce choix, pour notre département, sur 1731 adhérents à jour de leurs cotisations, 1152 ont voté, il y a eu 8 bulletins blancs et 1144 exprimés.

La première proposition "Je choisis la proposition de candidature de Marie-George Buffet, choix le plus partagé des collectifs locaux pour porter le rassemblement anti-libéral à la présidentielle", a obtenu 981 voix, soit 85,8%

La deuxième proposition "Je choisis le retrait de Marie-George Buffet et la recherche d'une autre candidature de rassemblement anti-libéral à l'élection présidentielle" ayant obtenu pour sa part 163 voix, soit 14,2%

Nationalement, 56% des adhérents ont voté, le choix se portant sur la proposition de candidature de M-G Buffet obtient 80%.

Assises pour l'emploi 2007 Assises pour l'emploi 2007

Vallée de la Bresle, Dieppe, Le Havre, Elbeuf, les communistes ont des propositions pour développer l'emploi dans ces secteurs,
le port de Dieppe, les secteurs du verre ou de l'automobile, le bassin d'emploi du Havre, des milliers d'emplois à concrétiser et développer

La vente du secteur flaconnage inquiète les salariés de l'usine de Saint Gobain. Un comité créé pour « le développement de la filière verrière » a organisé un débat public qui a réuni 150 personnes

« Saint Gobain Desjonquères a décidé d'exporter le triage. Quinze camions partent chaque semaine en direction de la Pologne, d'autres partent en direction de la Russie. Parallèlement Saint Gobain renvoie 100 intérimaires du site Mersois ». La CGT sonne le tocsin! L'annonce faite il y a quelques semaines par la direction de Saint Gobain - qui recentre ses activités dans le secteur des matériaux de construction et du bâtiment - de la vente de tout le secteur flaconnage créé un climat d'incertitude dans l'entreprise. D'autant que les réunions d'informations au personnel et la récente session du comité central d'entreprise ne dissipent pas les interrogations. Selon Michel Malot, le secrétaire du comité d'établissement, « un seul candidat industriel est sur les rangs. Un article paru dans un journal Indien, le Daily New & Analysis, évoque l'entreprise Indienne Piramal. Il s'agit d'un concurrent direct de certaines de nos productions dans les domaines de la pharmacie et de la parfumerie. Aussi inquiétant des fonds d'investissements se disent aussi intéressés ».

Philippe Bimont, le secrétaire du syndicat CGT se demande si on « n'assiste pas au transfert de l'activité du tri vers la Pologne ». Ce qui serait en contradiction avec la volonté affichée de la direction « de réactivité entre les différents processus de la production afin d'être les meilleurs ». Dans le même temps, elle confirme un projet industriel qui se traduit par des investissements importants d'ores et déjà engagés avec la mise en place d'un nouveau four. Mais rien n'y fait, l'annonce faite de la cession de l'activité flaconnage qui comprend outre le fleuron de Mers plusieurs unités en France, en Russie, en Chine, aux États-Unis, continue de susciter bien des inquiétudes au sein de l'entreprise.

Avec ses 1255 salariés (plus de 1400 avec les intérimaires) l'usine de Mers Le Tréport rayonne, économiquement et socialement, sur un périmètre considérable. Des deux côtés de la Bresle, en Picardie et en Normandie, les salariés résident dans 52 communes. Le nombre de retraités qui suivent avec attention l'évolution de la situation de l'entreprise est particulièrement important. Un comité d'initiative citoyenne comprenant des responsables syndicaux de la CGT et des personnalités locales s'est donc constitué début novembre pour « le maintien et le développement de l'industrie verrière dans la vallée de la Bresle ». Plusieurs personnes, acteurs politiques, syndicaux, associatifs, salariés de l'entreprise, ont émis le souhait de rejoindre ce comité. Celui-ci entend élargir son audience et organise à cet effet un débat public le 15 décembre à la salle Serge Reggiani. Il convient, selon ses initiateurs, de « définir clairement la nature des incertitudes actuelles qui pèsent sur l'avenir de l'usine de Mers et de défendre un projet industriel en mettant en évidence les perspectives d'emploi à développer au sein de la filière du verre ».

Le comité qui revendique une orientation antilibérale souhaite dans cette perspective « mettre un terme à l'emprise des banques sur les investissements industriels et sur l'emploi ». Les syndicats de l'entreprise, les maires de la région, les salariés de Saint Gobain et ceux des entreprises sous-traitantes sont donc conviés à débattre et à s'organiser afin de préserver et de développer l'industrie du verre dans la vallée de la Bresle.

Jacky Maussion



distribution de tract avec des syndicalistes au tréport

Assises pour l'emploi 2007 Assises pour l'emploi 2007

la Section PCF et les élus du Havre ont rassemblé 70 personnes autour de propositions concrètes qui ont été débattues le 14 décembre dernier, des propositions, qui, comme à Dieppe pour le livre blanc, ont été largement commentées dans la presse locale, reconnaissant la capacité de notre parti à rassembler largement autour de ses initiatives, parce que "cela ne peut plus durer comme ça", "il faut sécuriser l'emploi et la formation, lutter contre la précarité, dénoncer les bas salaires". Ces assises locales auront un prolongement régional fin janvier, début février.

Dieppe : Un livre blanc pour un vrai développement du port !

Ce livre est issu de la concertation de près de 400 personnes. C'est une démarche d'intérêt général issue d'une réflexion collective démarrée en novembre 2005, alors que Sea invest abandonnait le port. Avec ce livre blanc, les dieppois ont un projet de développement portuaire partagé, non pas à prendre ou à laisser, mais mis en débat et dont la mise en oeuvre permettrait le développement des quatre dimensions du port de Dieppe, (commerce, transmanche, pêche, plaisance) ce que ne fait pas le projet avancé par la région, projet minimaliste et sans ambition comme le dénonce Sébastien Jumel, conseiller général PC de Dieppe.

RÉSUMÉ DES PROPOSITIONS CONTENUES DANS LE LIVRE BLANC:

✓ **Diversifier les trafics pour consolider l'activité du port.**

Valoriser son positionnement géographique et sa dimension à taille humaine.

Exiger des complémentarités entre les ports dans le cadre d'un complexe portuaire normand.

✓ **Valoriser les atouts du port de Dieppe auprès des entreprises de la région.**

Encourager et aider les entreprises qui souhaitent utiliser l'outil portuaire.

Développer les formations et les qualifications des salariés à ces nouvelles activités.

Faire de Dieppe un port labellisé « Commerce équitable ».

✓ **Associer les différents salariés au processus de développement et à l'ensemble des orientations stratégiques.**

Utiliser le savoir-faire des dockers dieppois.

Maintenir chaque corps de métier dans le cadre de l'exploitation portuaire pour une véritable motivation professionnelle.

✓ **Obtenir l'exécution du contrat plan Etat/Région 2000-2006.**

Inscrire le développement portuaire dans le Schéma régional d'aménagement et de développement durable du territoire.

Mettre en place une politique pluriannuelle d'investissement portuaire.

Reprendre les études pour l'extension du port extérieur.

✓ **Déterminer les espaces nécessaires au développement portuaire et au développement urbain.**

Etablir une politique domaniale cohérente

Achever le doublement de la RN27

Relancer le fret ferroviaire à partir du port.

Obtenir l'inscription et l'électrification de la ligne SNCF Dieppe-Rouen.

✓ **Améliorer l'accès au terminal.**

Sécuriser le lien transmanche au plan juridique et financier.

Mettre en oeuvre une véritable politique commerciale en synergie avec le port de commerce.



Les élus communistes lors de la rencontre avec le ministre délégués aux collectivités:

25 MILLIARDS D'EUROS, TOUT DE SUITE, POUR LES COLLECTIVITÉS, C' EST POSSIBLE !

« les finances locales des collectivités territoriales sont étranglées, à la fois par les effets de la décentralisation, mais aussi par les mesures de votre gouvernement notamment celles comprises dans la loi de finances pour 2007 comme la baisse des dotations de l'Etat aux collectivités ou le plafonnement de la taxe professionnelle », c'est en substance ce qu'ont dit les élus communistes et républicains à Brice Hortefeux, le ministre de collectivités locales lors de sa venue le 25 novembre dernier pour ouvrir les travaux de l'Assemblée générale des Maires de Seine-Maritime.



les élus communistes de l'Adocr76 ont distribués plus de 500 « lettre ouverte au Ministre délégué aux collectivités locales à l' accueil de l' assemblée générale des maires de Seine-Maritime le 25 novembre

Cet entretien intervenait dans le cadre de l' action menée par l'AdEcr76 depuis plusieurs mois sur les finances locales et qui s'est traduite par une diffusion de la pétition nationale de l' ANEcr au Havre, au Zénith de Rouen, dans l' hémicycle de la Région à l'assemblée générale des maires de Seine-Maritime (notre photo), par une participation à la manifestation nationale à Paris qui comptait plus de 200 élus normands dans ses rangs, par des déclarations en assemblée au Conseil Général et Régional, une lettre ouverte au gouvernement, etc....

Car il y a urgence !

Pour le seul département de Seine-Maritime, cette situation se traduit par une insuffisance budgétaire estimée à plus de 85 millions d'euros. L'Etat doit à cette collectivité l'équivalent de la construction de 10 collèges ou de 1200 logements ou encore la création des 8000 emplois.

Pour la Région de Haute-Normandie, le plafonnement de la taxe professionnelle lui fait perdre 4,6 millions d'euros de recettes fiscales sur le budget 2007. Les communes subissent les mêmes effets.

Aujourd'hui un grave déséquilibre est en train de s'instaurer. Le gouvernement a décidé le transfert de charges insupportables de l'État vers les collectivités locales, la baisse de ses dotations, le plafonnement des recettes de taxes professionnelles et la disparition progressive de la taxe sur le foncier non bâti.

Ainsi sont programmés l'étranglement financier des collectivités, l'explosion des impôts locaux, la disparition ou la privatisation de nombreux services publics.

Il est possible de contrer cette tendance, car il y a de l'argent en France, en Normandie.

L'économie entièrement tournée vers la rentabilité financière et la bourse génère des masses financières exorbitantes que l'on peut évaluer à 5300 milliards d'€ qui échappent à la contribution publique. C'est pourquoi, comme le soulignait fort justement Michel DELEVOYE lorsqu'il était Président de l'AMF, les élus communistes proposent de taxer les actifs financiers des entreprises à hauteur de 0,5 %.

Cela représenterait 25 milliards d'euros, disponibles immédiatement pour répondre aux besoins des citoyens et des collectivités territoriales

SouScription du PCF Urgence !

Permettre l'expression des idées communistes et participer à l'effort de rassemblement antilibéral du Parti communiste français. Telle est l'utilité des sommes versées à ce jour à la trésorerie nationale du PCF, grâce à 5000 donatrices et donateurs, dont nous publions dans cette page une première liste de noms (pour la Seine-Maritime) pour les en remercier.

Cet argent, qui permet de financer le budget du Conseil national, comment est-il utilisé?

A 51 %, il est consacré:

- Au matériel de communication faire et aux initiatives politiques, c'est à dire à l'intervention, dans le débat public, du PCF et de ses parlementaires.
- A la mutualisation, pour le développement du débat d'idées et la disponibilité des hommes et femmes communistes, responsables politiques, sur l'ensemble du territoire.
- A des coopérations dans notre combat émancipateur.

Sur le reste du budget, 7 % vont au fonctionnement de la direction nationale, 15,4 % aux frais généraux et 26,6 % aux

salaires et cotisations sociales.

Pour équilibrer les comptes 2006 d'ici fin décembre*, nous avons besoin de 5000 nouveaux dons pour 450 000 euros. Cela nous est indispensable pour assurer les besoins de trésorerie immédiats et démarrer dans les meilleures conditions une année 2007 ô combien importante.

C'est pourquoi je m'adresse aux 140000 adhérent-e-s pour verser, selon leurs moyens et solliciter dans les jours à venir, celles et ceux de leur entourage qui n'ont pas encore été sollicités et qui peuvent contribuer financièrement.

Souscrire financièrement, c'est aussi souscrire tout court, dire son accord, appuyer; mieux qu'encourager, c'est participer, c'est faire ensemble pour un objectif commun.

Il n'y a pas de politique sans idées à défendre, sans propositions à faire avancer, sans argent pour se donner les moyens d'agir... Peut-on imaginer se passer d'idées ou de propositions?

Cet appel à la souscription est bien une question politique première, c'est-à-dire une des activités prioritaires du moment, qui demande une mobilisation très large des directions et des adhérent-e-s.

Avec quelques dizaines de nouveaux souscripteurs dans chaque département, nous y arriverons

C'est à notre portée, mais c'est urgent !

Jean-Louis Frostin
trésorier du Conseil national

AUBE JEAN- PIERRE	HERAMBOURG WILLY
BADMINGTON FRANCOIS.	IGNACIO MARIA
BAISNEE MARCEL - MICHELE	KOECHUN ANNE
BAZIN GERARD	LE MOËME GUY
BEHAR CHARLES	LEBORGNE ANDRE
BLONDEL RENE	LE BOURG BERNARD
BOILAY RENE	LEBRET JANINE
BOUCHEREAU JACQUES	LECLERC ELIANE
BRACQ SUZANNE	LECLERE JACQUES
BRUNET JEAN CHARLES	LEJEUNE JEAN
CAPERAN CHRISTIAN	LOPEZ LAURENT
CHAPLOT PIERRE	MAILLARD JEAN-FRANCOIS.
CHARLIONET MATHIEU	MARTIN FRANCE
CHARTIER YVETTE	MASSON CLAUDE
CONFAIS HENRI	MERCADO-IBANEZ ROGGER
CRESSON GUY	MORISSE JEAN-PIERRE
DAVOULTMARCEL	PAUL DANIEL
DEVAUX RENE	PEAUCELLIER GENEVIEVE
DIF JACQUELINE	PETREL CLAUDE.
DUPRAY-WOLF CAROLINE	PIEDNOEL MICHEL
DURAND ERNEST	PINSON COLETTE
DUVAL JEAN	RAS JOSETTE
FAINSTEIN MARIE THERESE	REBLON JEAN-MARIE
FAUQUER JEAN YVES	REGNAULT JEANNINE.
FRANCOS RAMIRO	RIDEL GEORGES.
FROMAGER ROLAND	ROUSSET LOUIS.
GALLOT ODILE	SALAUN FRANCOIS
GARCIA EVELYNE - ROGER	SMITH DANIELE
GASCUEL PHILIPPE	THYS PAUL
GAUTHIER MARIE-CHRISTINE	TOUTAIN PIERRE
GENTIL GISELE	VALIN BRIGITTE
GEST MARTINE	VATINER BERNARD
GIBEAUX MICHEL	VAVASSEUR JUJEN
GIRARD DENISE	VESIER DANIELLE ET LIONEL
GRIUY ODILE	VIGNEROT MICHEL
GRUEL MAX	VIGOR JACQUELINE
GUEDE MAR-CEL	VILLETTE RAOUL
GUENOT CEDRIC	VOISIN ALICE
GUEUDIN MAURICE	WINTHER ANDRE
GUILLOT PHILIPPE.	

SOUscription

je verse: Euros

Nom:

Prénom :

Adresse :

.....Code postal :

**Chèque à : Association nationale de financement du PCF :
2, place du Colonel Fabien, 75167 Paris Cedex 19
ou par internet: www.pcf.fr/souscrire**

le « journal de guerre de Valentin Feldman - 1940-1941

Les Editions Farrago ont publié en ce printemps 2006 le « journal de guerre de Valentin Feldman - 1940-1941 ». Léone TEYSSANDIER FELDMAN et Pierre-Frédéric CHARPENTIER ont rassemblé en trois cahiers et un carnet, les notes et les pages syncopées de ce qui n'était pas un matériau de livre, mais un matériau de mémoire, en même temps que l'exutoire d'une pensée affligée par la vacuité de la drôle de guerre, puis par l'insécurité de l'Occupation et du gouvernement de Vichy.

Ce journal constitue un témoignage inattendu, parfois presque incongru, tant s'y répandent le dérisoire et le sordide du quotidien de guerre.

De Rethel où il subit l'épreuve du feu, à Dieppe où il est affecté après démobilisation comme professeur de « philo et instruction civique » à l'automne 40, on découvre l'itinéraire tourmenté d'un homme dont l'horizon se brouille. La signature du pacte germano-soviétique l'avait profondément ébranlé même s'il garde sa « foi communiste ». L'Etat français promulgue le statut des juifs le 3 octobre 1940 - sa nomination peut être remise en cause. Il sera effectivement révoqué en juillet 1941.

Ces événements sont comme des affleurements dans le texte du journal. Tout comme les activités de résistance (fondation de l'Avenir normand - création du Front National - sabotages...) entre PARIS, ROUEN, DIEPPE.

Un journal, un confident, dans une période d'inquisition criminelle et de tribunaux très spéciaux, a fortiori le journal d'un résistant juif et communiste n'échappe pas à l'autocensure, voire l'auto dissimulation.

Il n'en prend que plus de poids émotionnel, plus de valeur dramatique quand on le rapporte à l'arrestation, la détention, la torture et l'exécution de Valentin Feldman le 27 juillet 1942 (il a 33 ans) au Mont Valérien et à l'apostrophe lancée à ses bourreaux : « Imbéciles, c'est pour vous que je meurs ! » qui l'a fait entrer dans l'histoire.

Il n'était pas que juif, communiste et philosophe. Entre doutes, désespérance et énergie créatrice, idéal d'une société libre et juste Il était pleinement humain.

extrait de l'article de Christian Cuvilliez paru dans l'Humanité

Les Editions Farrago, le "journal de guerre" 1940-1941 de Valentin Feldman.



Département/démocratie

Autoroutes SAPN : un plan de "modernisation" qui institue la régression du service public ! Intervention de Michel Barrier

Dans une courrier adressé à J.C. Joffroy, P.D.G. des autoroutes SAPN (A13 et A29 dans notre département) Michel Barrier, vice-président du conseil général et président de la commission infrastructures dénonce la plan de "modernisation" qui "au-delà de l'augmentation des tarifs de péage" prévoit "une restriction très importante de la présence humaine" fermeture de cabines sur les barrières, déshumanisation de nombreux échangeurs, automatisation d'autres sites, la liste est longue de ces points où la dégradation des services rendus sera visible, une "orientation prévisible au regard du processus de privatisation de la SANEF/SAPN (société qui gère des autoroutes dans notre région) engagé depuis l'été 2005... Cette décision, lourde de conséquences en termes de Service public et d'intérêt général, ne pouvait se justifier ni par un diktat de la Commission Européenne, ni par une supposée mise en concurrence au profit des consommateurs. Elle démontre aujourd'hui qu'elle n'était motivée que par un impérieux besoin de rentabilité de ces entreprises" conclu dans sa lettre Michel Barrier, dénonçant un véritable bradage du patrimoine national au bénéfice des seules sociétés d'autoroutes!

En mouvement

■ Wagon

St Pierre de Varengeville
104 postes supprimés !
L'usine de Saint-Pierre (ex-oxford, 290 salariés) a été rachetée récemment par le groupe anglais Wagon, équipementier automobile, secteur qui continue donc à être touché par les délocalisations vers l'est de

l'Europe, surtout la Tchéquie et la Turquie pour ce groupe. Le rachat de l'usine de St Pierre est clairement dans cette optique et s'ajoute aux centaines d'emplois en cours de suppressions dans notre département ou dans l'Eure.

■ Hôpitaux du Havre

Le Havre
Débrayages à répétitions: hôpital Monod, avec le secteur blanchisserie dont le personnel demande le versement d'une prime promise, hôpitaux de Rouelle et de Pierre-Janet pour dénoncer des manques d'effectifs.



N°36
Daté du 22/12/2006
Lettre d'information éditée par la fédération de Seine-Maritime du Parti communiste français
Directeur de la publication : Daniel Lallier
Rédacteur en chef : Claude Etienne
Imprimerie : SNEIP Saint-Etienne-du-Rouvray
Tel 02 35 07 89 80
Courriel : Avenir@pcf76.fr
Abonnement annuel : 25 €
Prix au numéro : 0,60 €
N° CPPA : 0710 P11480 ISSN : 0338-0645
ont collaboré à ce numéro : Vincent Goupil, Céline Brulin, Christian Cuvilliez, Olivier Christol,